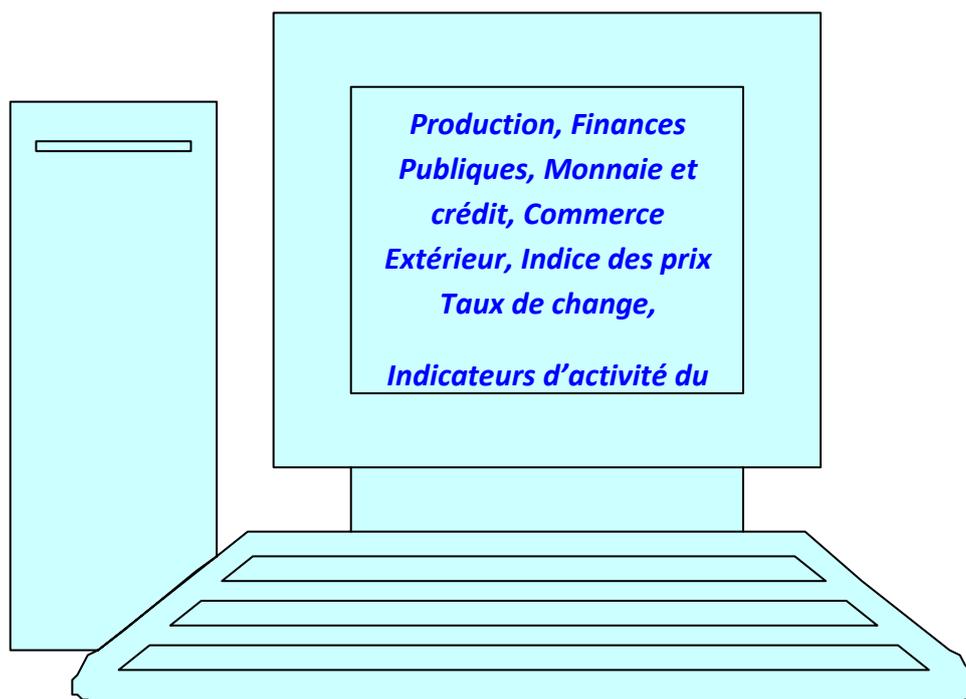




BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
SERVICE ETUDES ET STATISTIQUES

**INDICATEURS DE
CONJONCTURE**



SEPTEMBRE 2015

Table des matières

I. INTRODUCTION	1
II. PRODUCTION	1
Indice de la production industrielle	1
Café	1
Thé	1
III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	2
Indice des prix à la consommation (Base Déc. 2013=100)	2
IV. FINANCES PUBLIQUES	2
Recettes	2
Dépenses	3
Dettes publiques	3
Dettes intérieures	3
Dettes extérieures	3
V. BASE MONETAIRE, MASSE MONETAIRE ET SES CONTREPARTIES	4
Base monétaire	4
Masse monétaire	4
Contreparties	5
VI. COMMERCE EXTERIEUR	5
Exportations	5
Importations	6
VII. TAUX DE CHANGE	6
VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE	7
Principaux Emplois	7
Principales ressources	7
Solvabilité du Secteur Bancaire	7
Résultat	7
Normes prudentielles	7
ANNEXE 1:PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE AU 30/09/2015 (en Millions de BIF)	8
ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS	9
ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS	10

I. INTRODUCTION

Les principaux indicateurs économiques ci-après portent sur l'évolution, à fin septembre 2015, du secteur réel et des prix, des finances publiques, du commerce extérieur et du taux de change ainsi que de la masse monétaire et ses contreparties.

Le secteur réel a été marqué par la hausse de la production industrielle et la progression du volume de café parche. Les finances publiques se sont détériorées, les recettes publiques ont baissé et le déficit s'est creusé, entraînant l'accroissement de la dette publique.

Le secteur monétaire a enregistré un ralentissement de taux de croissance de la masse monétaire et de la base monétaire suite à la contraction des avoirs extérieurs nets plus importante que l'accroissement du crédit intérieur.

Le Commerce extérieur a été marqué par un accroissement des importations et un recul des exportations, entraînant un déficit de la balance commerciale. Le taux de change de la monnaie burundaise par rapport au dollar américain a continué à se déprécier.

II. PRODUCTION

D'un mois à l'autre, le secteur réel a enregistré une hausse de la production industrielle et une chute de la récolte du thé vert suite à la saison sèche. En glissement annuel, la production industrielle et le volume total du café et du thé ont augmenté.

Indice de la production industrielle

Au mois de septembre 2015, la production industrielle a augmenté par rapport au mois précédent. En effet, l'indice de la production industrielle s'est accru de 5,6 p.c., passant de 177,6 à 187,5 en raison essentiellement de l'augmentation de la production de boissons de la BRARUDI (+7,5p.c.), de sucre (+0,3 p.c.) et de cigarettes (+2,0 p.c.).

De même, comparé à la même période de l'année précédente, l'indice a augmenté de 20,5 p.c. suite principalement à l'accroissement de la production de boissons de la BRARUDI (+28,7 p.c.), de sucre (+1,3 p.c.) et de la fabrication de cigarettes (+62,6 p.c.).

Café

Les apports cumulés de café Arabica en parche de la campagne 2015/2016 ont atteint 21.143 T à fin septembre 2015 contre 17.158 T à fin septembre 2014, soit une augmentation de 23,2 p.c. Pour toute la campagne, cette hausse pourrait atteindre 28,3 p.c., soit 23.676 T contre 18.450 T la campagne précédente.

Thé

La production de thé en feuilles vertes du mois de septembre a chuté de 31,0 p.c. par rapport au mois précédent, revenant de 2.186 à 1.509 T suite à la saison sèche. En glissement annuel, la production cumulée a progressé de 9,5 p.c., passant de 35.262 à 38.622 T.

III. INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Le niveau général des prix à la consommation du mois septembre 2015 s'est accru de 4,1 p.c. s'établissant à 108,7 contre 104,4 à la même période de 2014. Cette inflation est tirée par la hausse des prix des produits alimentaires (4,8 p.c.) et non alimentaires (3,6 p.c.).

L'inflation alimentaire est due à l'accroissement des prix des articles de certaines sous divisions comme les pains et céréales (5,1 p.c.), viande (6,2 p.c.), lait, fromage et œufs (12,2 p.c.), huiles et graisses (7,0 p.c.), fruits (6,4 p.c.), légumes (3,8 p.c.), poissons (2,7 p.c.) et autres produits alimentaires (14,6 p.c.) partiellement contrebalancé par une baisse des prix des produits de la sous division confitures, miel chocolat et confiserie (-2,3 p.c.).

L'inflation non alimentaire provient de la hausse des prix dans certaines divisions comme articles d'habillement et chaussures (11,9 p.c.), ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison (5,2 p.c.), communications (18,3 p.c.), loisirs et culture (4,3 p.c.), enseignement, éducation (3,0 p.c.), hôtellerie, cafés et restauration (8,8 p.c.) et autres biens et services (7,2 p.c.). Par contre, les prix des divisions Boissons alcoolisées et tabac (-2,1 p.c.), Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (-0,9 p.c.) et Santé (-0,8 p.c.) ont diminué.

Indice des prix à la consommation (Base Déc. 2013=100)

	sept-14	sept-15	Inflation
1. Alimentation	100,3	105,1	4,8
2. Hors alimentation	107,6	111,5	3,6
- Boissons alcoolisées et Tabac	102,2	100,1	-2,1
- Articles d'habillement et articles chaussants	110,4	123,5	11,9
- Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	112,1	111,1	-0,9
- Ameublement, équipement ménager, et entretien courant de la maison	108,5	114,1	5,2
- Santé	111,4	110,5	-0,8
- Transport	102,3	102,5	0,2
- Communications	100,2	118,5	18,3
- Loisirs et culture	103,3	107,7	4,3
- Enseignement, éducation	103,0	104,8	1,7
- Hôtellerie, café et restauration	106,5	115,9	8,8
- Autres biens et services	105,2	112,8	7,2
Indice général	104,4	108,7	4,1

Comparé au mois précédent, le niveau général des prix a augmenté de 0,1 p.c. en raison de la hausse des prix dans les divisions Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (0,1 p.c.), Articles d'habillement et articles chaussants (3,4 p.c.), éducation (1,7 p.c.) et hôtellerie, cafés et restauration (1,6 p.c.).

IV. FINANCES PUBLIQUES

La situation des finances publiques s'est détériorée à fin septembre 2015, par rapport à la même période correspondante. En effet, le niveau des recettes a baissé et le déficit s'est creusé, occasionnant l'accroissement de la dette publique, particulièrement envers le secteur bancaire au titre des avances de la BRB et des bons et obligations du Trésor.

Recettes

Les recettes du mois de septembre 2015 ont augmenté de 29,0 p.c., passant de 43.214,8 à 55.763,4 MBIF d'un mois à l'autre, consécutivement à l'augmentation des recettes fiscales de 12.787,7 MBIF. Par contre, les recettes non fiscales ont légèrement baissé (- 239,1 MBIF).

Par rapport à la même période de 2014, les recettes budgétaires consolidées de l'Etat ont chuté de 9,3 p.c., s'établissant à 427.540,7 contre 471.362,0 MBIF. Cette baisse est expliquée par la diminution des recettes fiscales (-15.507,9 MBIF), non fiscales (-23.056,2 MBIF) et exceptionnelles (-5.257,2 MBIF).

Dépenses

Le cumul des dépenses engagées à fin septembre 2015 s'élève à 728.358,2 contre 808860,8 MBIF de la même période de l'année précédente, soit une baisse de 10 p.c.

Les dépenses de personnel cumulées se sont fixées à 239.560,9 contre 236.530,3 MBIF à fin septembre 2014, soit un accroissement de 1,3 p.c.

Dettes publiques

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique a progressé de 3,3 p.c. suite à l'augmentation aussi bien de la dette intérieure (+5,6 p.c.) que de la dette extérieure (+0,3 p.c.).

De même, d'une année à l'autre, l'encours de la dette publique a progressé de 18,4 p.c., se fixant à 1.578.731,8 MBIF à fin septembre 2015 contre 1.333.885,6 MBIF à la période correspondante de 2014 en raison de l'augmentation de la dette intérieure (+35,7 p.c.) et de la dette extérieure (+0,7 p.c.).

Dettes intérieures

En flux mensuels, le stock de la dette intérieure a augmenté de 5,6 p.c., passant de 864.989,3 à 913.072,2 MBIF suite à l'engagement de l'Etat aussi bien envers le

secteur bancaire (+42.410,8 MBIF) que non bancaire (+5.672,1 MBIF).

D'une année à l'autre, le stock de la dette publique intérieure à fin septembre 2015 a progressé de 35,7 p.c., passant de 672.939,4 à 913.072,2 MBIF en liaison avec l'augmentation de l'endettement de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire (+207.155,4 MBIF) et non bancaire (+32.977,4 MBIF).

Cette progression a résulté de la hausse des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (+156.652,1 MBIF) et les banques commerciales (+57.542,0 MBIF) atténué par le désengagement de l'Etat envers les CCP (-7.038,7 MBIF).

Dettes extérieures

D'un mois à l'autre, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté de 0,2 p.c., passant de 663.947,2 à 665.659,6 MBIF suite aux plus-values de réévaluation (1.844,3 MBIF) et aux décaissements sur les prêts (455,3 MBIF) légèrement atténué par le paiement du principal de la dette (427,3 MBIF).

En glissement annuel, l'encours de la dette publique extérieure a également augmenté (0,7 p.c.), passant de 660.946,2 à 665.659,6 MBIF. Cette augmentation est liée aux nouveaux tirages (18.498,9 MBIF) qui ont été partiellement contrebalancés par les moins-values de réévaluation (7.884,8 MBIF) et les amortissements (5.900,7 MBIF).

Exprimé en dollars américains, le stock de la dette extérieure à fin Septembre 2015 a diminué de 1,3 p.c., revenant de 426,9 à 421,3 MUSD.

V. BASE MONÉTAIRE, MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES

En glissement annuel, le taux de croissance de la base monétaire a sensiblement décéléré, revenant de 11,6 p.c. à fin septembre 2014 à 1,5 p.c. à fin septembre 2015. De même, le taux de croissance de la masse monétaire a décéléré, s'établissant à 5,3 contre 9,4 p.c. en raison de la forte contraction des avoirs extérieurs nets (-115,6 contre 29,2 p.c.) plus importante que la croissance du crédit intérieur (30,8 contre 1,7 p.c.).

Base monétaire

Par rapport à fin septembre 2014, la base monétaire s'est accrue de 4.637,9 MBIF à fin septembre 2015, passant de 309.676,1 à 314.314,0 MBIF. Cette augmentation est imputable à la hausse des dépôts des sociétés non financières publiques (+6.504,4 MBIF), des dépôts des établissements de micro-finance (+5.068,7 MBIF) et des établissements financiers (+1.402,8 MBIF). En revanche, les billets et pièces en circulation (-6.635,9 MBIF), les dépôts des banques commerciales (-1.066,3 MBIF) et ceux des sociétés privées (-645,6 MBIF) se sont inscrits en baisse.

Masse monétaire

Comparée au mois de septembre 2014, la masse monétaire M3 (1.040.261,0 contre 987.794,2 MBIF) a augmenté de 5,3 p.c. à fin septembre 2015. Cette progression est liée à la hausse de l'agrégat monétaire M2 (+61.363,0 MBIF) qui a été partiellement contrebalancée par la baisse des dépôts en devises des résidents (-8.896,2 MBIF).

L'expansion de la masse monétaire M2 a concerné les disponibilités monétaires (+35.710,5 MBIF) et les dépôts à terme et d'épargne (+25.652,5 MBIF). L'accroissement de l'agrégat M1 trouve son origine essentiellement dans la hausse des dépôts à vue (+36.167,8 MBIF), la circulation fiduciaire hors banques s'étant contractée de 457,3 MBIF.

L'augmentation des dépôts à vue en BIF a porté sur les dépôts des entreprises privées (+14.564,6 MBIF), des sociétés non financières publiques (+13.533,5 MBIF), ceux regroupés dans les « autres comptes » (+4.974,6 MBIF) et les dépôts des établissements financiers (+4.592,3 MBIF). En revanche, les dépôts des particuliers ont baissé de 1.076,6 MBIF et ceux des administrations locales de 420,6 MBIF.

La progression des dépôts à terme et d'épargne en BIF (+25.652,5 MBIF) a principalement résulté de la hausse des avoirs des particuliers (+24.558,6 MBIF) et des établissements financiers (+2.236,7 MBIF), partiellement contrebalancée par la baisse des dépôts des sociétés non financières publiques (-2.155,8 MBIF).

Les dépôts en devises des résidents ont diminué de 8.896,2 MBIF suite à la baisse des dépôts des particuliers (-38.806,6 MBIF), des sociétés non financières publiques (-4.652,5 MBIF) et des établissements financiers (-684,7 MBIF). Pour leur part, les dépôts des entreprises privées ont augmenté de 35.166,3 MBIF.

Contreparties

De fin septembre 2014 à fin septembre 2015, le crédit intérieur s'est accru de 316.378,2 MBIF soit 30,8 p.c., passant de 1.027.036,1 à 1.343.414,3 MBIF en raison de la forte augmentation des créances nettes sur l'Etat (+272.306,0 MBIF) et des créances sur l'économie (+44.072,2 MBIF).

L'important accroissement des créances nettes sur l'Etat s'explique par l'augmentation des avances de la Banque Centrale (+156.652,1 MBIF), des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+25.585,2 MBIF) et des autres créances sur l'administration centrale (+31.956,8 MBIF), conjuguée avec la baisse des dépôts du secteur gouvernemental (-65.150,4 MBIF).

L'augmentation des créances sur l'économie a concerné les crédits à moyen terme (+11.957,2 MBIF) et les crédits à court terme (+23.178,6 MBIF) qui sont tirés par les crédits à l'exportation (+11.577,1 MBIF), à l'importation (+1.751,8 MBIF) et les crédits divers (+10.701,2 MBIF).

Les avoirs extérieurs nets ont chuté de 246.103,4 MBIF, soit -115,6 p.c., revenant de 212.858,8 MBIF à fin septembre 2014 à -33.244,6 MBIF à fin septembre 2015, en raison du recul des appuis extérieurs. Exprimées en dollars américains, les réserves de change nettes ont également chuté de 115,3 p.c., revenant de 137,4 à -21,0 millions. En conséquence, les réserves de change officielles de la Banque qui s'élevaient à 333,65 MUSD à fin septembre 2014 sont tombées à 172,38 MUSD à fin septembre 2015,

entraînant la baisse de la couverture en mois d'importations de 4,4 à 2,2 mois.

VI. COMMERCE EXTERIEUR

A fin septembre 2015, le commerce extérieur a été marqué par un accroissement des importations (+1,7 p.c.) et un recul des exportations (-1,4 p.c.), entraînant un déficit de la balance commerciale plus important, soit -760.446,0 contre -743.282,1 MBIF.

Exportations

Comparé à septembre 2014, les exportations cumulées à fin septembre 2015 ont baissé en valeur, revenant de 132.803,4 à 130.909,4 MBIF alors qu'elles ont augmenté de 0,7 p.c. en volume, passant 59.276 à 59.668 T.

Le fléchissement des exportations est essentiellement dû à la nette diminution de 14,8 p.c. des exportations des produits manufacturés, notamment les savons (-1,2 p.c.), la farine du blé (-6,4 p.c.) et les autres produits manufacturés (-48,2 p.c.). Par contre les produits primaires se sont inscrits en hausse de 6,2 p.c. grâce à l'augmentation des exportations du thé (47,4 p.c.), des peaux brutes (31,2 p.c.), des minerais (48,9 p.c.) et des autres produits primaires (20,1 p.c.). La valeur des exportations du café, principal produit exporté, ont chuté de 27,0 p.c. suite à la régression du tonnage exporté (-18,4 p.c.).

Le faible accroissement du volume exporté est en lié à l'augmentation des expéditions des produits primaires (10,8 p.c.), partiellement contrebalancée par la diminution des exportations des produits manufacturés (-6,1 p.c.), surtout

les autres produits manufacturés (-28,7 p.c.).

Importations

Les importations cumulées à fin septembre 2015 ont enregistré une hausse de 1,7 p.c. en valeur contre une baisse de 23,0 p.c. en volume, passant de 876.085,5 à 891.355,4 MBIF, et revenant de 606.462 à 467.269 T d'une année à l'autre.

La progression de la facture des importations a concerné les biens d'équipement, surtout les chaudières et engins mécaniques (101.415,8 contre 43.217,0 MBIF), et le matériel électrique (100.902,5 contre 65.298,8 MBIF).

En volume, le recul a concerné les importations des biens de production (321.178 contre 396.416 T) et de consommation (122.882 contre 188.137 T).

La baisse des quantités importées en biens de production a concerné essentiellement ceux destinés à la métallurgie (17.186 contre 23.041 T), à l'industrie agroalimentaire (25.159 contre 30.181 T), à la construction (107.282 contre 146.231 T) et à l'alimentation (59.597 contre 78.845 T).

Le recul de la quantité des biens de consommation concerne essentiellement les textiles (10.871 contre 78.527 T) et les autres biens de consommation non durables (19.283 contre 24.133 T).

VII. TAUX DE CHANGE

Au cours du mois de septembre 2015, le taux de change moyen du BIF par rapport au dollar américain s'est déprécié de 2,1 p.c., s'établissant à 1580,07 contre 1548,27 à la période correspondante de 2014.

De même, le taux de change de fin de période s'est déprécié 2,2 p.c., s'établissant à 1582,05 BIF pour un dollar américain, contre 1548,69 à la même période de 2014.

Par rapport au mois précédent, la monnaie burundaise s'est dépréciée de 0,3 p.c. face au dollar américain s'établissant à 1580,07 contre 1575,5 BIF le mois précédent.

Le taux de change effectif nominal du mois de septembre 2015 s'est accru de 13,3 p.c., passant de 101,7 à 115,2 en liaison avec la dépréciation du franc Burundi vis-à-vis de la plupart des monnaies des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux.

En termes réels, le taux de change a progressé de 15,5 p.c. s'établissant à 120,1 contre 104,1. Cette hausse est liée essentiellement à l'augmentation plus rapide des prix intérieurs (4,1 p.c.) que ceux des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux (2,1 p.c.).

VIII. PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE

Principaux Emplois

Comparée à la fin du mois de septembre 2014, l'activité du secteur bancaire s'est intensifiée, en enregistrant une augmentation de 7,3 p.c. à fin septembre 2015. Toutefois, la liquidité des établissements de crédits a connu une importante baisse de 9,1p.c, suite notamment à une chute de 14,7 p.c des encaisses, de 10,3 p.c des dépôts à la Banque Centrale et de 7,0 p.c des prêts interbancaires.

Les principaux emplois consolidés de l'ensemble du secteur bancaire ont progressé de 1 173 580,4 MBIF à 1 239 822,5 MBIF de fin septembre 2014 à fin septembre 2015 ; soit un accroissement de 5.6 p.c. Cette augmentation résulte principalement de l'accroissement des placements dans les bons et obligations du Trésor qui se sont accrus de 16,2 p.c. par rapport à la même période de l'année 2014, mais aussi à la hausse de 10,2 p.c des crédits à moyen terme.

Principales ressources

Les principales ressources ont augmenté de 3,0.p.c, (passant de 1 379 071,1 MBIF à 1 479 705,5 MBIF), suite à la hausse de 129,0 pc des prêts interbancaires. Néanmoins, les dépôts de la clientèle sur cette période ont enregistré une baisse de 4,5 p.c.

Solvabilité du Secteur Bancaire

Du point de vue de la qualité des actifs, le portefeuille crédits s'est dégradé davantage. Les créances en souffrance de l'ensemble du secteur bancaire ont augmenté de 25,4 p.c., passant de 87 372,0 MBIF à 109 540,9 MBIF de fin septembre 2014 à fin septembre 2015. Le taux de détérioration du portefeuille est passé de 11,4 p.c. à 12,3 p.c.

Résultat

Concernant la rentabilité, les performances du secteur bancaire, évaluées par le produit net bancaire, enregistrent une hausse de 12,0 p.c. Par rapport à fin septembre de l'année précédente, le résultat net des établissements de crédit a progressé de 6 735,4 MBIF à 22 821,1 MBIF, soit 238,8 p.c. Cette forte augmentation en l'espace d'une année s'explique, en partie, par la reprise des provisions équivalentes à 5 436,7 MBIF, qui avaient été constituées au cours de l'année 2014, suite aux recommandations des missions de contrôle sur place de la Banque Centrale.

Normes prudentielles

Par rapport au respect des normes prudentielles, le secteur bancaire se fixe au-dessus des seuils réglementaires. L'adéquation des fonds propres est de 17,3 p.c. contre une norme de 12 p.c. Les coefficients de liquidité en BIF (33,4 p.c.) et en devises (99,8 p.c.) se sont établis au-dessus de la norme de 20 p.c. Le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés quant à lui, s'est fixé à 127,4 p.c. par rapport à la norme de 60 p.c.

ANNEXE 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE AU 30/09/2015
(en Millions de BIF)

Rubriques	Banques commerciales			Etablissements financiers			Total secteur financier		
	30-sept-14	30-sept-15	Variation en %	30-sept-14	30-sept-15	Variation en %	30-sept-14	30-sept-15	Variation en %
I. EMPLOIS	1 379 071,1	1 479 705,5	7,3	99 218,8	115 215,9	16,1	1 478 289,9	1 594 921,4	7,9
1. Principaux Emplois	1 173 580,4	1 239 822,5	5,6	88 106,1	101 657,7	15,4	1 261 686,5	1 341 480,2	6,3
A. Liquidité	475 281,5	470 271,8	-1,1	2 485,2	13 697,1	451,1	477 766,7	483 968,9	1,3
. Caisse	50 640,9	43 178,5	-14,7	21,9	5,4	-75,3	50 662,8	43 183,9	-14,8
. B.R.B.	89 165,2	79 973,3	-10,3	392,2	1 884,6	380,5	89 557,4	81 857,9	-8,6
. Banques & Etablissements Financiers	183 958,9	171 018,4	-7,0	2 071,1	11 807,1	470,1	186 030,0	182 825,5	-1,7
. Bons et Obligations du Trésor	151 516,5	176 101,7	16,2	-	-	-	151 516,5	176 101,7	16,2
B. Crédits	698 298,9	769 550,7	10,2	85 620,9	87 960,6	2,7	783 919,8	857 511,3	9,4
. Court terme	363 523,7	368 024,7	1,2	12 022,2	9 422,6	-21,6	375 545,9	377 447,3	0,5
. Moyen terme	157 284,3	202 449,1	28,7	36 942,9	30 427,8	-17,6	194 227,2	232 876,9	19,9
. Long terme	89 557,0	88 900,6	-0,7	23 672,9	35 135,0	48,4	113 229,9	124 035,6	9,5
. Crédits bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. Autres crédits	579,3	635,3	9,7	105,4	97,9	-7,1	684,7	733,2	7,1
. Impayés	87 354,6	109 541,0	25,4	12 877,5	12 877,3	0,0	100 232,1	122 418,3	22,1
2. Autres	205 490,7	239 883,0	16,7	11 112,7	13 558,2	22,0	216 603,4	253 441,2	17,0
II. RESSOURCES	1 379 071,1	1 479 705,5	7,3	99 218,8	115 215,9	16,1	1 478 289,9	1 594 921,4	7,9
1. Les Principales Ressources	926 955,6	954 897,8	3,0	21 284,6	19 108,7	-10,2	948 240,2	974 006,5	2,7
. Clientèle	879 435,2	840 207,7	-4,5	18 684,6	17 108,7	-8,4	898 119,8	857 316,4	-4,5
. B.R.B.	-	5 850,0	-	2 000,0	2 000,0	0,0	2 000,0	7 850,0	292,5
. Banques & Etablissements Financiers	47 520,4	108 840,1	129,0	600,0	-	0,0	48 120,4	108 840,1	126,2
2. Autres	452 115,5	524 807,7	16,1	77 934,2	96 107,2	23,3	530 049,7	620 914,9	17,1
III. Résultat Cumulé:	7 459,0	14 656,6	96,5	100,4	1 232,2	-1 327,3	7 358,6	15 888,8	115,9
. Résultat de l'exercice	12 338,5	22 110,6	79,2	100,4	1 232,2	-1 327,3	12 238,1	23 342,8	90,7
. Dotations complémentaires	5 603,2	693,8	-87,6	-	-	0,0	5 603,2	693,8	-87,6
. Résultat net de l'exercice	6 735,3	21 416,8	218,0	100,4	1 232,2	-1 327,3	6 634,9	22 649,0	241,4
. Résultat des exercices précédents	723,7	6 760,2	-1034,1	-	-	-	723,7	6 760,2	-1 034,1
IV. Normes prudentielles									
. Fonds propres de base (en MBIF)	170 674,6	194 119,6	13,7	19 257,1	23 764,6	23,4	189 931,7	217 884,2	14,7
. Fonds propres (en MBIF)	190 012,3	217 657,8	14,5	25 800,4	31 243,6	21,1	218 921,2	248 901,4	13,7
. Ratio de solvabilité de base (en %)	16,0	17,3	8,4	19,5	23,0	17,9	16,3	17,7	8,6
. Ratio de solvabilité globale (en %)	18,1	19,4	7,4	26,2	30,2	15,3	18,8	20,3	8,0
. Coefficient de liquidité en BIF (en %)	36,7	33,4	-9,1	-	-	-	36,7	33,4	-9,0
. Coefficient de liquidité en devises (en %)	83,7	99,8	19,3	-	-	-	83,7	99,8	19,2
. Rapport entre R.S et E.I. (en %)	128,2	127,4	-0,6	225,5	265,1	17,6	143,0	146,6	2,5

ANNEXE 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS MENSUELS

	2 014			2 015		
	Juillet	Aôut	Septembre	Juillet	Aôut	Septembre
I. PRODUCTION ET PRIX						
1. Indice de la production industrielle (moyenne mens. 1989 = 100)	180,3	182,8	155,5	175,2	177,6	187,4
2. Apports de café Arabica en parche (Cumul en T)	11 127,6	15 451,9	17 158,5	15 685,6	20 099,7	21 142,6
3. Production de thé (Cumul en T de feuilles vertes)	31 765,5	33 520,3	35 262,0	34 927,0	37 112,9	38 621,8
4. Indice des prix à la consommation (déc.2013 = 100)	103,0	104,2	104,4	111,2	108,6	108,7
5. Taux d'inflation	3,1	5,9	5,5	8,0	4,2	4,1
II. FINANCES PUBLIQUES						
1. Recettes du budget consolidé (cumul en MBIF)	349 995,3	403 519,9	471 362,0	328 562,5	371 777,2	427 540,7
1.1. Recettes fiscales (cumul)	302 850,9	350 341,8	411 878,0	302 197,6	342 890,0	396 370,0
1.2. Recettes non fiscales (cumul)	41 802,4	47 645,7	52 521,0	24 659,0	27 181,4	29 464,8
1.3. Recettes exceptionnelles (cumul)	5 342,1	5 532,5	6 963,1	1 705,9	1 705,9	1 705,9
2. Dépenses cumulées	624 451,5	710 327,0	808 860,8	608 490,2	662 485,6	728 358,2
2.1. Dépenses de personnel (cumul en MBIF)	169 837,5	206 606,9	236 530,3	181 510,2	207 661,6	239 560,9
3. Dette publique (en MBIF)	1 353 115,7	1 366 465,2	1 333 885,6	1 492 672,6	1 528 936,5	1 578 731,8
3.1. Encours dette intérieure	694 348,5	698 555,0	672 939,4	833 302,3	864 989,3	913 072,2
dont bons et obligations du Trésor	224 424,1	238 450,9	228 790,8	279 646,9	275 468,0	287 353,4
avance ordinaire BRB	52 779,8	43 358,6	27 300,1	124 466,2	162 684,9	201 450,1
3.2. Encours dette extérieure	658 767,2	667 910,2	660 946,2	659 370,3	663 947,2	665 659,6
3.3. Encours dette extérieure (en dollars américains)	425,8	431,6	426,9	419,9	421,4	421,3
3.3. Service dette extérieure (en MBIF)	2 218,4	121,9	1 945,5	182,3	2 516,2	575,3
dont amortissements	1 419,4	29,9	1 294,9	28,3	1 606,9	427,3
3.4. Tirages sur prêts extérieurs	1 743,6	13 108,1	1 604,4	0,0	622,6	295,3
III. MONNAIE						
1. Base monétaire (en MBIF)	342 838,1	338 034,8	309 676,1	327 878,7	328 735,2	314 314,0
2. Masse monétaire M3 (en MBIF)	1 043 637,8	1 031 109,7	987 794,2	1 039 950,7 (p)	1 048 299,5 (p)	1 040 261,0 (p)
2.1. Masse monétaire M2 (en MBIF)	874 890,7	870 584,4	837 853,3	894 399,9 (p)	897 268,4 (p)	899 216,3 (p)
3. Crédit intérieur (en MBIF)	1 115 505,9	1 147 101,9	1 027 036,1	1 276 479,7 (p)	1 315 547,4 (p)	1 343 414,3 (p)
4. Créances nettes sur l'Etat (en MBIF)	387 290,2	401 441,9	293 322,1	495 397,3 (p)	535 463,9 (p)	565 628,1 (p)
5. Avoirs extérieurs nets (MBIF)	192 595,6	149 493,6	212 858,8	29 894,8	3 206,4	-33244,6
6. Opérations sur les Appels d'Offres						
6.1. Apport de liquidité	-	-	-	6 000,00	10 000,0	4 840,3
6.2. Retrait de liquidité	-	-	-	-	-	-
7. Taux d'intérêt moyens pondérés						
7.1. Bons du trésor à 13 semaines	7,9	7,5	6,9	11,5	12,2	12,6
7.2. Bons du trésor à 26 semaines	8,8	8,8	8,9	10,1	10,9	11,8
7.3. Bons du trésor à 52 semaines	11,1	11,0	11,0	9,4	9,6	10,0
7.4. Reprise de liquidité	-	0,0	0,0	-	-	-
7.5. Apport de liquidité	-	0,0	0,0	7,1	7,1	7,4
7.6. Facilité de prêt marginal	10,5	9,9	8,1	14,8	16,2	16,0
7.7. Marché interbancaire	8,0	8,6	5,4	7,4	6,6	8,1
7.8. Taux créditeurs des banques commerciales	9,1	9,1	9,1	8,6	8,5	8,6
7.9. Taux débiteurs des banques commerciales	16,6	16,5	16,7	16,6	16,7	16,6
IV. COMMERCE EXTERIEUR						
1. Exportations (cumul en MBIF, fob DSL & fot Buja)	87 862,7	108 782,1	132 803,4	91 486,5	110 974,5	130 909,4
dont Café Arabica	18 282,0	29 876,9	44 486,0	13 949,5	23 193,6	32 482,9
1.1. Volume des exportations (cumul en T)	43 885	51 635	59 276	44 140	51 884	59 668
1.2. Prix moyen des contrats de vente de café Arabica fob DSL - US cts/lb	198,6	190,3	181,7	151,5	143,2	nd
- BIF/Kg	6 905,1	6 433,0	6 693,1	5 164,0	4 899,0	nd
1.3. Encaissements café (en MBIF)	23 521,0	33 814,3	43 072,4	22 454,4	25 088,7	31 498,6
2. Importations (cumul en MBIF)	665 543,6	766 645,8	876 085,5	715 093,0	810 136,4	891 355,4
dont produits pétroliers	146 080,8	171 281,5	196 296,6	98 817,4	114 791,2	132 549,4
2.1. Volume des importations (cumul en T)	456 901	528 398	606 462	345 939	403 733	467 269
V. TAUX DE CHANGE						
3.1. Indice du taux de change effectif du BIF (Déc2013 = 100)						
3.1.1. Nominal	98,1	99,2	101,7	115,1	115,0	115,2
3.1.2. Réel	99,8	101,6	104,1	132,0	120,0	120,2
3.2. Taux de change						
3.2.1. Taux de change BIF/\$US (fin de période)	1 547,4	1 547,9	1 548,7	1 573,0	1 577,6	1 582,1
3.2.2. Taux de change BIF/\$US (moyenne mensuelle)	1 547,0	1 547,6	1 548,3	1 570,2	1 575,5	1 580,1
(p) : Provisoire						
nd : Non disponible						
- : Données inexistantes.						

ANNEXE 3 : PRINCIPAUX INDICATEURS ANNUELS

	2010	2011	2012	2013	2014
PRODUIT INTERIEUR BRUT ET PRIX					
Croissance réelle du PIB (en p.c.)	4,8	4,2	4,2	4,7	4,7
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	6,5	9,6	18,2	7,95	4,4
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations, f.à.b. (en millions de dollars)	101,2	124,0	134,7	91,7	125,2
Importations, CAF (en millions de dollars)	508,8	755,6	751,5	811,0	768,7
Volume des exportations (en tonnes)	38 998	47 476	52 300,0	57 207	79 580
Volume des importations (en tonnes)	494 987	681 790	705 348,0	809 077,0	798 246
Solde du compte courant (en millions de dollars)	-300,5	-262,7	-255,1	-252,6	384,5
Taux de change BIF/USD (moyenne de la période)	1 230,8	1 261,1	1 442,5	1 555,1	1 546,7
Taux de change BIF/USD (en fin de période)	1 232,9	1 361,5	1 546,1	1 542,0	1 553,1
Réserves de change brutes (en millions de USD, en fin de période)	332,1	295,6	312,9	321,2	317,3
Réserves de change brutes (en mois d'importations de l'année suivante)	6,5	4,0	4,0	4,2	4,2
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets (MBIF)	254 051,0	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 528,5
Crédit intérieur (en MBIF)	641 171,8	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1135.873,8
Crédits nets à l'Etat	210 778,6	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384.697,0
Crédits à l'économie	430 393,2	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751.176,8
Masse monétaire (M3)	686 629,8	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1.045.336,7
Masse monétaire (M2)	597 009,8	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880.206,6
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2, fin de période)	4,2	4,5	4,7	5,1	5,3
Base monétaire (Taux de croissance)	6,0	0,7	16,1	23,6	15,8
Taux d'apport de liquidité (en p.c.)	8,6	13,3	-	-	-
Taux de la facilité de prêt marginal (en p.c.)	11,3	14,3	13,8	12,5	8,0
Taux moyens créditeurs des banques commerciales (fin de période)	7,3	7,6	8,8	9,0	8,8
Taux moyens débiteurs des banques commerciales (fin de période)	15,9	15,3	15,7	16,2	16,7
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes et dons (en p.c. du PIB)	25,2	24,1	21,0	22,2	20,9
Dépenses (en p.c. du PIB)	26,7	27,3	24,6	25,1	25,2
Solde primaire (en p.c. du PIB, base droits constatés)	-3,1	-1,7	-0,3	-2,4	-0,5
Solde budgétaire global (en p.c. du PIB, base droits constatés)					
- dons exclus	-11,2	-10,4	-8,2	-10,2	-9,4
- dons inclus	-1,7	-3,2	-3,6	-3,0	-4,3
Dettes intérieures (en MBIF)	427 102,6	513 482,5	539 599,5	597 961,8	730 117,7
Dettes extérieures (en MUSD, en fin de période)	401,2	356,3	393,0	413,0	429,6
Ratio du service de la dette extérieure (en p.c. des exportations)	2,6	2,5	3,4	3,5	4,1
Dettes extérieures publiques (en p.c. du PIB)	19,8	17,0	17,4	15,1	14,3
Pour mémoire					
PIB au prix du marché (en milliards de BIF)	2 501,0	2 819,5	3 365,8	3 798,7	4 206,2